



Ma vie. Ma ville. Ma banque.

Convention de preuve et de dématérialisation

LCL, avec l'assistance technique de son prestataire de services de certification électronique Docusign (« **Docusign** »), propose une solution dématérialisée de signature électronique (la « **Signature Electronique** »), avec certification et archivage électronique du contrat (ou du document) et des documents associés (la « **Solution de Signature** »).

Principes généraux

La présente convention de preuve et de dématérialisation (la « **Convention de Preuve** ») permet d'attribuer au signataire (le « **Signataire** ») comme à LCL, toutes les actions réalisées dans le cadre de la Solution de Signature, sur la base des données et éléments techniques utilisés (données d'identification, d'authentification, de connexion, utilisation des liens et des codes à usage unique adressés par SMS, éléments d'horodatage, fichiers de preuve, courriers électroniques, enregistrements téléphoniques, accusés de réception, etc.), de sorte que toutes les actions réalisées et les éléments techniques utilisés dans le cadre de la Solution de Signature, feront preuve des données qu'ils contiennent, et pourront être considérés comme recevables et opposables en cas de contestation ou de litige.

Ainsi, par la signature de la Convention de Preuve, le Signataire reconnaît et accepte expressément :

- Le principe d'un parcours de contractualisation dématérialisée se concluant par la Signature Electronique des contrats et/ou documents qui lui seront présentés à l'écran ;
- Le principe selon lequel tout document présenté et signé via la Solution de Signature :
 - o Constituera l'original dudit document ;
 - o Vaudra preuve de son contenu ;
 - o Vaudra preuve de l'identité de chaque signataire et de son consentement aux droits et obligations stipulés dans le document ;
 - o Aura la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite ;
 - o Pourra être valablement opposé à l'autre partie en cas de contestation, et pourra être produit en justice en cas de litige.

Plus généralement, le Signataire reconnaît et accepte que

- Conformément à l'article 1368 du Code civil, l'intégralité des stipulations de la présente Convention de Preuve vaudra « *convention de preuve et de dématérialisation* » pour les besoins des opérations réalisées dans le cadre de la Solution de Signature ;
- Les opérations revêtues de sa Signature Electronique, et toutes les actions réalisées par lui dans le cadre de la Solution de Signature, lui seront imputables et opposables, et auront force probante, jusqu'à ce qu'il en apporte la preuve contraire par tout moyen ;

Identification / Authentification

L'identification du Signataire est assurée à partir des informations et pièces justificatives communiquées par le Signataire au conseiller/chargé d'affaires LCL (les « **Données d'Identification** »). Ces Données d'Identification sont notamment ses nom, prénoms, adresse, email et numéro de téléphone mobile. Le Signataire reconnaît que ces Données d'Identification le concernant sont à jour, conformes à la réalité, et non contestables.

Convention de preuve LCL en vigueur à compter du mois d'août 2021

Crédit Lyonnais SA au capital de 2 037 713 591 €, - SIREN 954 509 741 - RCS Lyon - siège social : 18 rue de la République 69002 Lyon –
siège central : 20 avenue de Paris 94811 Villejuif Cedex - numéro ORIAS : 07 001878

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20230417-DEL_2023_0410-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/04/2023



Ma vie. Ma ville. Ma banque.

En l'état de la Solution de Signature au jour de la signature de la présente Convention de Preuve, LCL transmet les Données d'Identification du Signataire à DocuSign, dans le but notamment (i) de générer un certificat électronique à usage unique (le « **Certificat Electronique** ») et (ii) de générer un code confidentiel à usage unique qui sera envoyé au Signataire par SMS au numéro de téléphone mobile communiqué au conseiller/chargé d'affaires (le « **Code Confidentiel à Usage Unique** »), ceci afin que le Signataire s'authentifie dans les cas de figure suivants :

- 1) Pour accéder à la Solution de Signature via un lien adressé au Signataire sur son adresse email ;
- 2) Pour procéder à la signature dématérialisée des documents présentés par LCL sur la Solution de Signature ;
- 3) Pour télécharger les documents une fois ceux-ci signés par l'ensemble des parties, en l'occurrence : le Signataire (ou les Signataires en cas de pluralité de Signataires), puis s'il y a lieu, le représentant habilité de LCL.

Certification et Signature Electronique

Le Signataire reconnaît et accepte que :

- L'utilisation dans le cadre de la Solution de Signature d'un Certificat Electronique, et/ou d'un Code Confidentiel à Usage Unique, et/ou de case à cocher, et/ou de tout autre moyen mis à sa disposition dans le cadre de la Solution de Signature, permet d'exprimer son consentement à la conclusion du ou des document(s) signé(s) de manière dématérialisée ;
- Seul le clic final sur le bouton « SIGNER » vaudra Signature Electronique et consentement de sa part ;
- Tout visuel graphique ou signature scannée qui serait apposé sur le document présenté sur la Solution de Signature n'aura aucune valeur juridique, et ne pourra valoir signature ni expression d'un consentement, de quelque partie qu'il émane ;
- En cas d'annulation ou d'abandon de la procédure de Signature Electronique avant le clic sur le bouton « SIGNER », l'opération ne sera pas valablement conclue.

Après avoir apposé sa Signature Electronique sur les documents présentés, le Signataire est informé que l'opération ne sera pas valablement conclue tant que lesdits documents n'auront pas été :

- le cas échéant, également signés par l'ensemble des autres Signataires (en cas de pluralité de Signataires) ;
- vérifiés par le représentant habilité de LCL, qui s'assurera notamment que le parcours de signature déjà réalisé par le Signataire est conforme à la Solution de Signature ;
- le cas échéant, signés par le représentant habilité de LCL, au nom et pour le compte de LCL.

Archivage et téléchargement

Les documents signés de manière dématérialisée par chaque partie seront transférés à un prestataire de services d'archivage électronique, qui les conservera conformément à la réglementation en vigueur, afin de garantir leur sécurité et leur intégrité.

Le Signataire sera invité par email à télécharger les documents signés, via (i) le lien qui lui sera adressé et (ii) le recours à un code confidentiel à usage unique qui lui sera envoyé par SMS au numéro de téléphone mobile, tel que communiqué au préalable au conseiller/chargé d'affaires LCL. Les documents signés seront disponibles au téléchargement pendant une durée de 45 jours maximum à compter de l'invitation transmise.

Par la suite, le Signataire pourra à tout moment demander une copie papier ou une copie dématérialisée ou l'original électronique des documents signés en adressant un courrier simple à son conseiller/chargé d'affaires LCL.

Convention de Preuve LCL en vigueur à compter du mois d'août 2021

Crédit Lyonnais SA au capital de 2 037 713 591 €, - SIREN 954 509 741 - RCS Lyon - siège social : 18 rue de la République 69002 Lyon -
siège central : 20 avenue de Paris 94811 Villejuif Cedex - numéro ORIAS : 07 001878

045-214500688-20230417-DEL_2023_0410-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/04/2023



Ma vie. Ma ville. Ma banque.

Protection des données personnelles

Les données personnelles recueillies par LCL en qualité de responsable de traitement dans le cadre de la Solution de Signature ainsi qu'au cours de son exécution seront traitées suivant la Politique de protection des données personnelles consultable à l'adresse suivante : <https://www.lcl.fr/entreprise/politique-protection-des-donnees-entreprise>

Cette politique précise notamment les finalités de traitement mis en œuvre, les destinataires des données, la durée de conservation des données, les droits dont disposent les personnes concernées et leurs modalités d'exercice.

En outre, les données collectées pourront être utilisées notamment à des fins de prospection commerciale selon les modalités définies dans les Dispositions Générales de Banque. Les personnes concernées disposent du droit de s'opposer sans frais à l'utilisation de leurs données à des fins de prospection commerciale en écrivant à l'agence LCL qui gère le compte.

Par ailleurs, les opérations et données relatives au Signataire sont couvertes par le secret professionnel auquel LCL est soumis. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, LCL peut être tenu de communiquer tout ou partie de ces informations à des autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. En outre, le Signataire autorise expressément LCL à partager les données le concernant et leurs mises à jour éventuelles avec les tiers et pour les finalités telles que définies dans les Dispositions Générales de Banque susvisées.

Droit applicable – Attribution de compétence

La Convention de Preuve est soumise pour sa validité, son interprétation et son exécution à la loi française, attribution exclusive de compétence étant faite, par les parties, au Tribunal de Commerce de Paris.

Le Signataire reconnaît que l'intégralité des stipulations ci-dessus vaudra « convention de preuve et de dématérialisation » pour les besoins des opérations réalisées dans le cadre de la Solution de Signature.

Convention de preuve LCL en vigueur à compter du mois d'août 2021

Crédit Lyonnais SA au capital de 2 037 713 591 €, - SIREN 954 509 741 - RCS Lyon - siège social : 18 rue de la République 69002 Lyon –
siège central : 20 avenue de Paris 94811 Villejuif Cedex - numéro ORIAS : 07 001878

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20230417-DEL_2023_0410-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/04/2023



90125330

90330002076200000466216N

CONTRAT DE PRÊT

I Entre les soussignés

1) **CRÉDIT LYONNAIS**, société anonyme au capital de 2.037.713.591 euros, dont le siège social est situé 18 rue de la République (69002) LYON et le siège central 20 avenue de Paris (94811) VILLEJUIF Cedex, inscrit sous le numéro d'immatriculation d'intermédiaire en assurance ORIAS 07 001878, Siren 954 509 741, R.C.S. LYON, agissant par son Centre d'Affaires Entreprises d' ORLEANS 07620 situé 7 PLACE DU MARTROI (45000) ORLEANS, représenté par Monsieur Patrice-Olivier DENIZET, agissant en qualité de Directeur de Centre d'Affaires Entreprises, dûment habilité,

ci-après dénommé "LCL" ou le "Prêteur",

et

2) La société **LOGEMLOIRET, O.P.H.**, Etablissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé 6 RUE DU COMMANDANT POLI (45000) ORLEANS, Siren 342 143 955, R.C.S. ORLEANS, représentée par :

- **Monsieur Olivier PASQUET**, agissant en qualité de Directeur Général,

ci-après désignée nommément ou dénommée l'"Emprunteur",

Il est convenu d'un Prêt (ci-après dénommé le "Prêt") aux conditions définies ci-après.

II Conditions Particulières

II.1 Caractéristiques du Prêt

II.1.1 Montant du Prêt

1 100 000.00 euros (un million cent mille euros),

II.1.2 Objet

Financement de la construction de 12 logements locatifs à CHALETTE-SUR-LOING

II.1.3 Modalités de mise à disposition du Prêt

Par virement unique prévu le 12/12/2022 au compte n° 07620 / 466216N.

Paraphe(s)

II.1.4 Durée du Prêt

360 mois comptés à partir de la date de mise à disposition des fonds.

II.1.5 Conditions de remboursement

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts seront effectués par règlement d'échéances constantes.

- Périodicité et quantième des échéances : trimestrielle le 12 du mois,
- Date de départ de l'amortissement : 12/12/2022,
- Nombre d'échéances : 120,
- Date de la première échéance : 12/03/2023,
- Date de la dernière échéance : 12/12/2052,
- Montant de l'échéance : 14 475.74 euros.

Un tableau d'amortissement indiquant notamment la décomposition en capital et intérêts de chaque échéance sera communiqué à l'Emprunteur. Il est précisé que, dans certaines configurations de calcul du tableau d'amortissement, le montant de l'échéance est susceptible d'un ajustement au niveau des centimes.

II.1.6 Intérêts

Le Prêt portera intérêts au taux fixe de 3.30 % l'an.

Les intérêts du Prêt seront calculés sur la base de l'année bancaire (360 jours), chaque mois étant compté pour 30 jours rapportés à 360 jours l'an et payables à terme échu.

II.1.7 Dispositions diverses

- Frais de dossier

L'Emprunteur réglera au Prêteur une somme de 1 100.00 euros (montant non soumis à la TVA), à la date de signature du présent acte.

- Autorisation de prélèvement

L'Emprunteur autorise le prélèvement au compte n° 466216N tenu à ORLEANS 7620 de toute somme exigible due au titre du Prêt.

II.1.8 Taux Effectif Global (TEG)

Pour satisfaire aux dispositions du Code de la Consommation, il est ici précisé que sur la base d'un déblocage total et permanent du Prêt et sur la base d'une année civile, le TEG du Prêt ressort à 3.31 % l'an, le taux de période étant de 0.83 % et la durée de la période de 3 mois.

II.1.9 Condition(s) préalable(s) au déblocage des fonds

L'Emprunteur devra remettre :

- une copie certifiée conforme par le représentant légal de l'Emprunteur et à jour de ses statuts,
- un extrait K-bis à jour datant de moins de trois (3) mois,
- les pouvoirs de la (des) personne(s) autorisée(s) à agir au nom et pour le compte de l'Emprunteur aux fins de conclusion du Contrat et des Garanties accompagnés d'un justificatif de leur identité,
- une copie de ses bilan et comptes de résultats sociaux et, le cas échéant consolidés, les plus récemment arrêtés accompagnés des rapports généraux et spéciaux des commissaires aux comptes, lorsqu'il existe des commissaires aux comptes,
- une copie certifiée conforme par le représentant légal de l'Emprunteur de la délibération de l'organe social compétent autorisant la signature du Contrat et des Garanties (sauf si l'Emprunteur est constitué sous forme de SA, SAS, SASU, SARL, EURL ou SCA),

Paraphe(s)

- une attestation signée par le représentant légal de l'Emprunteur certifiant la liste de ses actionnaires et mentionnant leurs participations respectives (en capital et en droits de vote) dans le capital de l'Emprunteur à la date de signature,
- une attestation du représentant légal de l'Emprunteur confirmant au jour de la signature du Contrat l'absence de cas d'exigibilité anticipée ou de cas d'exigibilité anticipée susceptible d'intervenir.

Passé la date du 19/02/2023, si la(les) condition(s) stipulée(s) ci-dessus n'est (ne sont) pas remplie(s), plus aucun déblocage ne pourra être demandé par l'Emprunteur, sauf accord préalable du Prêteur pour reporter cette date.

II.1.10 Condition(s) particulière(s) dérogatoire(s) aux Conditions Générales du Prêt

Par dérogation aux Conditions Générales du Prêt, les Parties conviennent : de compléter l'article III.7.3 Engagements de l'Emprunteur en ajoutant la clause suivante :

c) l'Emprunteur s'engage à remettre au plus tard le 31 mars 2023 :

- La délibération de la Commune de CHALETTE-SUR-LOING (SIREN 214 500 688) conforme au modèle joint en annexe 1 aux présentes, ayant revêtu un caractère exécutoire et emportant caution personnelle et solidaire de la Commune de CHALETTE-SUR-LOING à hauteur de 100 % du montant du prêt ainsi que tout document justifiant du contrôle de légalité y afférent

II.1.11 Garantie(s) constituée(s) par acte séparé au profit du Prêteur

- Caution personnelle et solidaire de la commune de CHALETTE-SUR-LOING (SIREN 214 500 688) à hauteur de 100% du montant du prêt qui devra être recueillie au plus tard le 31/03/2023.

II.2 Clause de défaut croisé

Indépendamment des situations définies aux conditions générales ci-après, le Prêteur aurait la faculté, de plein droit, sur simple avis, d'exiger le remboursement immédiat du Prêt, en cas de défaut de paiement à bonne date d'une somme due par l'Emprunteur, en principal ou intérêts, au Prêteur ou à une filiale de ce dernier ou à un autre membre du groupe dont le Prêteur fait partie, au titre de tout autre opération de crédit qui a été ou serait conclue que ce soit en qualité de bénéficiaire du crédit ou de garant.

III Conditions Générales

III.1 Remise et emploi des fonds - Utilisation

Les fonds seront, à la convenance de l'Emprunteur et, le cas échéant, après communication préalable des justificatifs exigés par ledit Prêteur :

- soit versés à toute partie ayant concouru à la réalisation de l'opération financée et ce, à concurrence des sommes qui lui seront dues,
- soit mis à la disposition de l'Emprunteur sur un compte bancaire ouvert à son nom chez le Prêteur et plus particulièrement sur le Compte Domiciliataire,

la forme du déblocage des fonds pouvant être conditionnée au respect des conditions de validité de certaines sûretés comme, notamment, l'hypothèque ou le nantissement du matériel et de l'outillage.

Le versement des fonds pourra être effectué en une seule fois ou pourra faire l'objet, s'il en est besoin, de déblocages successifs au cours d'une période d'utilisation dont la durée et le terme ont été définis aux Conditions Particulières ci-dessus. Dans ce cas, les versements des fonds seront effectués sur la demande de l'Emprunteur, accompagnée éventuellement du (ou des) justificatif(s) exigé(s) par le Prêteur.

En effet, le Prêteur pourra toujours, si bon lui semble, et même si les fonds sont ou ont été mis à la disposition de l'Emprunteur directement, exiger la remise de tous justificatifs nécessaires (factures par exemple) pour suivre l'utilisation des fonds mais, d'une manière générale, le Prêteur ne sera pas tenu de surveiller leur emploi.

Paraphe(s)

Le Prêt ne pourra servir qu'au financement de l' (ou des) opération(s) pour laquelle (lesquelles) il a été consenti, telle qu'elle(s) est (sont) précisé(s) aux Conditions Particulières du Prêt.

Si le Prêteur venait à constater que les sommes prêtées ont finalement été utilisées à un autre objet que celui convenu au présent contrat, le Prêteur pourra, si bon lui semble, interrompre de plein droit le déblocage des fonds si celui-ci s'effectue de façon progressive, et exiger le remboursement anticipé des fonds prêtés, ou bien prendre l'une de ces deux mesures seulement.

La preuve de la réalisation du Prêt et de son remboursement résultera des écritures du Prêteur. Les opérations résultant du fonctionnement du Prêt sont exclues de tous comptes courants que l'Emprunteur peut ou pourra avoir chez le Prêteur. Le compte tenu chez le Prêteur en vue de retracer les opérations effectuées chez lui en exécution du Prêt constituera un simple instrument comptable et ne produira pas les effets juridiques attachés aux comptes courants.

III.2 Conditions relatives au remboursement

III.2.1 Modalités de remboursement

Toutes sommes dues au titre du Prêt, en principal, intérêts, frais, commissions et accessoires seront payables à l'agence du Prêteur où l'Emprunteur est client, en ce compris les frais relatifs à l'établissement du présent acte ou ceux qui en seront la conséquence, notamment ceux relatifs à la constitution et aux formalités de publicité éventuelles des garanties. L'Emprunteur autorise irrévocablement le prélèvement de ces sommes à son compte sus-indiqué, le Compte Domiciliaire ou à tout compte qui lui serait substitué.

Un tableau d'amortissement précisant la date et la décomposition de chaque échéance de paiement et de remboursement sera remis à l'Emprunteur. La première échéance sera majorée, le cas échéant, des intérêts courus entre la date du (premier) déblocage des fonds et celle prise en compte pour l'établissement du tableau d'amortissement.

En cas de taux indexé ou révisable, il est convenu qu'une modification de la base ou de la méthode de calcul ou des modalités de publication du taux auquel il est fait référence pour le calcul des intérêts n'affecterait pas la référence à ce taux, laquelle resterait applicable. De même, serait de plein droit applicable, augmenté de la marge convenue aux Conditions Particulières, tout taux de même nature ou équivalent qui se substituerait à ce taux de référence.

III.2.2 Remboursements anticipés

L'Emprunteur pourra effectuer, s'il le souhaite et à tout moment, un remboursement anticipé total ou partiel du Prêt, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- le montant du remboursement anticipé ne pourra pas être inférieur au quart du capital restant dû du Prêt,
- la date de remboursement partiel ou total devra coïncider avec la date d'une échéance du tableau d'amortissement,
- l'Emprunteur devra aviser le Prêteur de sa volonté de remboursement anticipé, total ou partiel, par l'envoi, au domicile élu par LCL dans le contrat de prêt, d'une lettre recommandée avec avis de réception que le Prêteur devra recevoir au moins :
 - si le Prêt est d'une durée inférieure ou égale à 7 (sept) ans :
3 (trois) mois avant la date projetée du remboursement anticipé,
 - si le Prêt est d'une durée supérieure à 7 (sept) ans :
6 (six) mois avant la date projetée du remboursement anticipé.
- l'Emprunteur devra s'acquitter au profit du Prêteur du paiement d'une indemnité égale à :
 - si le Prêt est d'une durée inférieure ou égale à 7 (sept) ans :
un trimestre d'intérêts calculé au taux conventionnel du Prêt sur le capital réglé par anticipation,
 - si le Prêt est d'une durée supérieure à 7 (sept) ans :
un semestre d'intérêts calculé au taux conventionnel du Prêt sur le capital réglé par anticipation, et ne peut intervenir que dans la seconde moitié de sa durée, étant précisé que si le taux conventionnel du

Paraphe(s)

Prêt est un taux indexé ou révisable, le taux retenu pour le calcul de l'indemnité sera le taux en vigueur pendant la période d'intérêts en cours ou au terme de laquelle le remboursement anticipé a ou aura lieu,

- o les remboursements anticipés partiels entraîneront, au choix de l'Emprunteur, soit une réduction de la durée restant à courir du Prêt avec maintien des échéances d'amortissement, soit une réduction du montant des échéances avec maintien de la durée initiale du Prêt.

III.3 Assurance Décès - Perte Totale et Irréversible d'Autonomie - Arrêt de travail

Dans tous les cas où le Prêt est assorti d'une (ou de plusieurs) adhésion(s) à un contrat d'assurance-groupe ou d'une (ou de plusieurs) délégations de police d'assurance décès-invalidité à souscrire, cette (ces) adhésion(s) ou cette (ces) souscription(s) est (sont) soumise(s) à l'acceptation de la (ou de chaque) compagnie d'assurances.

Si la (les) couverture(s) assurance est (sont) l'une des conditions de l'octroi du Prêt :

- aucune somme au titre du Prêt ne pourra être débloquée avant la production du (ou des) justificatifs d'acceptation ou de délégation de l'assurance et ce, pour chaque personne devant être assurée, sauf accord dérogoire du Prêteur,
- le paiement des cotisations d'assurance commencera dès après la date de signature du présent contrat, quelle que soit la date du (premier) déblocage de(s) fonds,
- en cas de non paiement des cotisations d'assurance ayant entraîné la résiliation de la couverture par la compagnie d'assurances, le Prêteur aura la faculté de prononcer l'exigibilité anticipée du Prêt dans les conditions de l'article « Exigibilité anticipée » ci-après.

III.4 Déclarations de l'Emprunteur

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur que :

- a) il est une société régulièrement constituée, jouissant de la personnalité morale et possédant la pleine capacité juridique de conclure le présent contrat de prêt et d'en exécuter et respecter les termes et conditions,
- b) la signature et l'exécution du contrat de prêt ont été régulièrement autorisées par ses organes sociaux et ne requièrent aucune autorisation d'aucune autorité compétente qui n'ait été obtenue,
- c) la signature du contrat de prêt et l'exécution des obligations qui en découlent pour lui ainsi que la constitution des garanties ne contreviennent ni à ses statuts, ni à un quelconque engagement auquel il pourrait être tenu, ni ne violent en aucune façon les lois et les règlements qui lui sont applicables,
- d) aucune procédure judiciaire ni administrative n'est en cours ou, à sa connaissance, n'est sur le point d'être engagée à son encontre pour empêcher ou interdire la signature ou l'exécution du contrat de prêt ou qui pourrait avoir un effet défavorable important sur son activité, ses actifs ou sa situation financière,
- e) aucun événement susceptible d'avoir un effet défavorable important sur son activité, son patrimoine ou sa situation économique et financière n'est survenu depuis la clôture de son dernier exercice social et il n'existe aucun fait constituant ou manifestement susceptible de constituer un cas d'exigibilité anticipée,
- f) ses derniers bilans et comptes de résultats sociaux et, s'il y a lieu, consolidés, remis au Prêteur, ont été établis selon les principes comptables généralement admis, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de son patrimoine, de sa situation financière et de ses résultats,
- g) dans l'hypothèse où l'objet (où l'un des objets) du Prêt est l'acquisition d'un fonds de commerce ou de titres représentant plus de la moitié du capital social d'une société, l'Emprunteur s'est assuré que l'information préalable des salariés a correctement été effectuée, en conformité avec les dispositions :
 - des articles L 141-23 et suivants, et D 141-4 et suivants du code de commerce, pour les cessions de fonds de commerce ;
 - des articles L 23-10-1 et suivants, et D 23-10-1 et suivants du code de commerce, pour les cessions de titres,
- h) ni l'Emprunteur, ni aucun de ses mandataires sociaux, ni, à sa connaissance, aucun des salariés de l'Emprunteur n'est engagé dans une activité ou n'a commis d'acte qui pourrait violer toute loi ou réglementation applicable en matière de Lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme ou de Corruption. L'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et mis en œuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois ou réglementations et, s'engage à utiliser les fonds prêtés dans le respect desdites réglementations.

Paraphe(s)

- i) ni l'Emprunteur, ni à sa connaissance, aucune de ses filiales, aucun de leurs représentants légaux, administrateurs, dirigeants et employés respectifs :

(a) n'est une Personne Sanctionnée ;

(b) n'est une Personne :

- i. détenue ou contrôlée par une Personne Sanctionnée ;
- ii. située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanction ;
- iii. engagée dans une activité avec une Personne Sanctionnée ;
- iv. ayant reçu des fonds ou tout autre actif d'une Personne Sanctionnée ;
- v. engagée dans une activité avec une Personne située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanctions.

L'Emprunteur a institué et il/elle maintient des procédures et politiques visant au respect des Sanctions Internationales.

Les termes employés avec une majuscule étant définis comme suit :

"Sanctions Internationales" désigne toutes mesures restrictives à caractère obligatoire édictant des sanctions économiques, financières ou commerciales (notamment toutes sanctions ou mesures relatives à un embargo, un gel des fonds et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des personnes physiques ou morales - ci-après des **"Personnes"** et individuellement une **"Personne"** - ou portant sur des biens ou des territoires déterminés) émises, administrées ou mises en application par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations-Unies, l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique (incluant notamment le Bureau de Contrôle des Actifs Etrangers rattaché au Département du Trésor ou OFAC et le Département d'Etat), ou par toute autre autorité compétente, y compris d'autres Etats, ayant le pouvoir d'édicter de telles sanctions.

"Personne Sanctionnée" désigne toute Personne qui fait l'objet ou est la cible de Sanctions Internationales.

"Territoire sous Sanctions" désigne tout pays ou territoire qui fait l'objet ou dont le gouvernement fait l'objet d'un régime de Sanctions Internationales interdisant ou restreignant les relations avec ces pays, territoire ou gouvernement.

L'exactitude de ces déclarations est l'une des conditions déterminantes de l'octroi du Prêt. Elles seront réputées réitérées à chaque date de perception d'intérêts.

III.5 Exigibilité anticipée

Sans préjudice de l'application des dispositions légales ni de celles, le cas échéant, convenues aux Conditions Particulières, le Prêteur aura la faculté d'exiger le remboursement immédiat de toutes les sommes restant dues au titre du Prêt, et ce de plein droit, sur simple avis notifié à l'Emprunteur et sans nécessité de mise en demeure préalable, dans l'un des cas suivants :

- a) non-paiement et/ou non-remboursement à son échéance par l'Emprunteur d'une somme quelconque devenue exigible au titre du présent contrat,
- b) inexactitude totale ou partielle, ne provenant pas d'une simple erreur matérielle, de l'une quelconque des déclarations effectuées par l'Emprunteur, la Caution ou tout tiers-garant, au sein du présent contrat ou de l'une quelconque des déclarations faites dans tout autre document ou attestation fourni(e) au titre du Prêt,
- c) utilisation non conforme du Prêt, en tout ou partie, par rapport à l'objet déclaré au Prêteur et tel que convenu dans le présent contrat,
- d) manquement par l'Emprunteur à tout engagement pris aux termes du présent contrat ou par acte séparé relatif au présent financement, notamment engagements nés d'une convention de subordination ou d'une délégation de garantie d'actif et de passif mais aussi engagement d'information, engagement de communication, engagement financier (respect des covenants financiers), promesse de faire ou promesse de ne pas faire, les régularisations postérieures ne faisant pas obstacle à cette exigibilité ; il en sera de même en cas de manquement du même ordre par la Caution, par un tiers-garant ou par tout associé de l'Emprunteur qui aurait souscrit, en cette seule qualité, un engagement quelconque vis-à-vis du Prêteur,

Paraphe(s)

- e) non constitution, au rang convenu, d'une garantie prévue ou promise au titre du Prêt ou diminution de la valeur de la garantie, notamment par suite de l'ouverture d'une procédure collective ou de la désignation d'un mandataire ad hoc ou d'un conciliateur concernant un tiers garant, par suite de la cession d'un bien donné en garantie,
- f) l'actif financé ou donné en garantie par l'Emprunteur, la Caution ou un tiers-garant, fait ou a fait l'objet d'une cession, d'un apport, d'un changement de lieu, d'une destruction ou d'une disparition ou ledit actif fait l'objet d'une mesure conservatoire ou d'exécution forcée,
- g) cessation d'activité de l'Emprunteur, cession, apport ou mise en location-gérance de son fonds de commerce ou de sa clientèle, réalisation de toute opération de fusion, scission ou apport partiel d'actifs ou opération similaire emportant une transmission universelle de patrimoine ou modification de la structure juridique de l'Emprunteur entraînant une diminution de la responsabilité personnelle de ses associés, réduction du capital,
- h) incident de paiement enregistré au nom de l'Emprunteur, saisie-attribution de ses avoirs chez le Prêteur, clôture de son compte courant,
- i) dans le cas d'un Emprunteur constitué sous forme de SA, de SAS, de SARL ou de SCA, si les capitaux propres de l'Emprunteur sont devenus inférieurs à la moitié de son capital social,
- j) les commissaires aux comptes de l'Emprunteur refusent de certifier ses comptes sociaux et/ou consolidés ou les certifient avec des réserves significatives,
- k) exigibilité anticipée du prêt consenti par l'autre banque si le Prêt s'inscrit dans une opération de cofinancement avec un autre établissement financier,
- l) l'Emprunteur ne paie pas à sa date d'exigibilité (ou à l'expiration d'un délai de grâce éventuellement applicable) toutes sommes dues au titre d'impôts, taxes et droits divers ou toutes sommes dues aux organismes de prévoyance et de sécurité sociale, à moins que l'exigibilité des sommes dues ait été contestée de bonne foi par l'Emprunteur et qu'une juridiction compétente ait été immédiatement saisie de cette contestation,
- m) dans toute la mesure permise par la loi, dans le cas où l'Emprunteur ferait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de sauvegarde financière accélérée, de redressement ou de liquidation judiciaire (ou de toute procédure collective ayant des effets similaires à l'étranger), d'un plan de cession totale de l'entreprise dans le cadre d'une procédure collective, de la nomination d'un mandataire ad hoc ou d'une procédure de conciliation dans le cadre des dispositions des articles L. 611-3 et suivants du Code de commerce, de la mise en œuvre d'une procédure d'alerte, d'une liquidation amiable, d'une dissolution ou transférerait son siège social hors de France,
- n) survenance de tout évènement de nature à avoir un effet gravement défavorable sur l'activité, le patrimoine ou la situation financière de l'Emprunteur, à moins que ce dernier ne fournisse au Prêteur, dans le délai de quinze jours suivant la survenance de cet évènement, toute assurance, acceptable pour le Prêteur, sur sa capacité à rembourser le Prêt et plus généralement sur sa capacité à respecter les engagements contractés envers le Prêteur en vertu du présent contrat,

En cas d'exigibilité anticipée ou si le Prêteur est amené à produire à un ordre amiable ou judiciaire, l'Emprunteur sera redevable d'une indemnité égale à 5% du capital restant dû.

III.6 Intérêts de retard

Toute somme en principal, intérêts, frais et accessoires, non payée au Prêteur à son échéance normale ou anticipée portera de plein droit et sans obligation de mise en demeure préalable, intérêts au taux du Prêt majoré de 3% l'an. Si les intérêts sont dus pour une année entière, ils seront capitalisables annuellement conformément à l'article 1343-2 du Code civil.

III.7 Engagements à l'égard du Prêteur

1. Pendant toute la durée du Prêt, l'Emprunteur s'engage :

- à communiquer à son agence, dans les six mois suivant leur arrêté, ses comptes annuels sociaux et le cas échéant consolidés certifiés (bilan, compte de résultats et annexes) accompagnés, le cas échéant, des rapports de son commissaire aux comptes,
- à l'informer, dans le meilleur délai, en lui fournissant toutes les pièces justificatives nécessaires, de toute modification de son activité, de ses statuts et des faits susceptibles d'affecter son patrimoine, ses engagements ou son activité,

Paraphe(s)

- à l'informer, au minimum un mois à l'avance, de tout projet de modification de son capital, de fusion ou de scission, de modification de son actionnariat, de changement de forme sociale ou de transfert de son siège social,
- et l'Emprunteur devra, sans délai, informer le Prêteur de toute évolution de son statut au regard de FATCA.

2. Par ailleurs, si une promesse de garantie est consentie au Prêteur au sein du présent contrat, ou par acte séparé, par l'Emprunteur ou par la Caution ou par tout tiers-garant, même non partie au présent contrat, ces derniers s'engagent à prévenir le Prêteur dès que possible, directement ou par l'intermédiaire de l'Emprunteur, de toute future cession de l'actif sur lequel porte la promesse de sûreté et ce, afin qu'une substitution de promesse de garantie soit convenue ou qu'une garantie soit constituée sur un autre actif.

3. L'Emprunteur prend en outre les engagements suivants :

- a) L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur de tout fait dont il aura connaissance qui viendrait à rendre inexacte l'une ou l'autre de ses déclarations relatives aux Sanctions Internationales figurant dans le présent contrat.
- b) L'Emprunteur s'engage à ne pas utiliser directement ou indirectement les fonds prêtés et à ne pas prêter, apporter ou rendre autrement disponibles ces fonds à l'une de ses filiales, joint-ventures ou toute autre Personne pour toute opération qui aurait pour objet ou pour effet le financement ou la facilitation des activités ou des relations d'affaire :

- a) avec une Personne Sanctionnée ou avec une Personne située dans un Territoire Sous Sanction ou,
- b) susceptibles de constituer d'une quelconque manière une violation des Sanctions Internationales par toute Personne, y compris pour toute Personne participant au présent contrat.

L'Emprunteur s'engage à n'utiliser aucun revenu, fonds ou profit provenant de toute activité ou opération réalisée avec une Personne Sanctionnée ou avec toute Personne située dans un Territoire Sous Sanction dans le but de rembourser ou payer les sommes dues au Prêteur au titre du présent contrat.

III.8 Garantie donnée aux tiers

L'Emprunteur s'engage à ne consentir aucune sûreté, garantie ou charge à un tiers sur une immobilisation, au sens du plan comptable, à l'exception : (i) des garanties ou sûretés dont le Prêteur bénéficie pari passu au même rang et (ii) des garanties ou sûretés garantissant le financement de l'acquisition d'une immobilisation qui n'est pas également financée par le Prêteur, mais à condition que la garantie ne porte que sur l'immobilisation ainsi acquise.

III.9 Survenance de circonstances nouvelles

L'Emprunteur s'engage à indemniser le Prêteur, sur la seule justification donnée par ce dernier, à raison de toute charge fiscale nouvelle à laquelle le Prêteur deviendrait assujéti au titre du Prêt, ainsi que des conséquences de toute nouvelle mesure de caractère monétaire, financier ou bancaire qui augmenterait le coût de ce financement ou réduirait son rendement réel, telle que la constitution de réserves obligatoires, sauf à rembourser le Prêt par anticipation et sans avoir à régler d'indemnité.

III.10 Cession - Titrisation

Le Prêteur pourra céder librement ses créances nées du présent contrat, notamment à la Banque de France, la Banque Centrale Européenne ou tout autre organisme de refinancement des banques ou dans le cadre des dispositions des articles L. 214-167 et suivants du Code monétaire et financier ou selon toute autre forme de cession de créance.

III.11 Impôts et frais

Indépendamment des frais de dossier mentionnés aux Conditions Particulières, les droits, impôts et taxes, présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et d'une manière générale, tous les frais afférents au Prêt, ou qui en seraient la suite ou la conséquence, seront à la charge de l'Emprunteur et par conséquent, acquittés par lui ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur. Il en sera de même, s'agissant des sûretés afférentes au Prêt, pour les frais de constitution de celles-ci, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et pour les frais liés à leur renouvellement. L'Emprunteur autorise le Prêteur à prélever le montant de ces frais sur le Compte Domiciliataire ou à tout compte qui lui serait substitué.

Paraphe(s)

III.12 Protection des données personnelles et partage du secret professionnel

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles, notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (la "Réglementation Protection des Données Applicable").

Les données personnelles collectées dans le cadre du présent acte concernent les personnes physiques que sont notamment les ayants droit économiques (actionnaires, associés, bénéficiaires effectifs, etc.), les représentants légaux, les mandataires y compris les représentants et mandataires de la Banque. Cette collecte et les traitements qui en résultent sont nécessaires à l'exécution du Contrat, au respect des obligations légales et réglementaires et aux finalités décrites dans les mentions d'informations, disponibles via le lien ci-dessous.

L'Entreprise s'engage à informer les personnes physiques concernées notamment les ayants droits économiques (actionnaires, associées, bénéficiaires effectifs) représentants légaux, mandataires, de la politique de protection des données personnelles de la Banque, laquelle est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.lcl.fr/entreprise/politique-protection-des-donnees-entreprise>

III.13 Absence de renonciation - Imprévision

Aucun retard, ni aucune omission de la part du Prêteur dans l'exercice de l'un quelconque de ses droits aux termes du présent contrat ne portera atteinte audit droit, ni ne sera considéré comme impliquant de sa part une renonciation à se prévaloir de ce droit.

Chacune des parties convient par les présentes que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat sont écartées et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

III.14 Autonomie des dispositions - Caducité

Au cas où l'une quelconque des dispositions du présent contrat deviendrait ou serait déclarée nulle, interdite ou sans effet, la validité des autres dispositions dudit contrat n'en serait pas pour autant remise en question.

Si, à tout moment, le présent Contrat devient caduc en application notamment de l'article 1186 du Code civil, cette caducité ne vaudra que pour l'avenir et ne produira aucun effet rétroactif. L'Emprunteur deviendra en outre redevable envers le Prêteur (i) du montant restant dû du Prêt, (ii) des intérêts courus et (iii) des frais, commissions et autres sommes courus ou déjà exigibles, l'ensemble de ces montants étant déterminés à la date à laquelle l'une des parties au Contrat aura notifié à l'autre son intention de se prévaloir de la caducité. Les parties reconnaissent expressément que dans une telle hypothèse, le présent article ainsi que toutes clauses du présent Contrat qui par nature sont destinées à survivre à la fin du présent Contrat pour quelque cause que ce soit, continueront à produire leurs effets.

III.15 Droit applicable - Attribution de compétence

Le présent contrat est soumis pour sa validité, son interprétation et son exécution à la loi française. Tout litige relatif au présent contrat sera de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris ou du tribunal dans le ressort duquel est situé le Centre d'Affaires Entreprises indiqué dans la comparution, au choix du demandeur.

Paraphe(s)

IV Election de domicile

Il est fait élection de domicile par chaque partie soussignée à son domicile ou à son siège social tel qu'indiqué en tête des présentes et pour le Prêteur en son Centre d'Affaires Entreprises.

Fait en 2 exemplaires papier originaux (hors signature électronique du présent document).

A _____, le
(hors signature électronique du présent document)

L'Emprunteur (*)

(*)Signature(s), après avoir apposé un paraphe**
au bas de toutes les pages de l'acte
** hors signature électronique du présent document

Le Prêteur

28-déc.-2022 | 07:58:30 CET

04-janv.-2023 | 12:15:53 CET

DocuSigned by:
 **OLIVIER PASQUET**
ABD8D9EF0F4E4D2...

DocuSigned by:
 **DENIZET Patrice-Olivier**
3D7EA3F281184BA...

Paraphe(s)

ANNEXE 1

Proposition de modèle pour garantie d'emprunt – Collectivités locales

Délibération du Conseil Municipal

L'an deux mille vingt-deux, le xxx à xxxx heures , le Conseil Municipal de la commune de Châlette-sur-Loing légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de :

Date de convocation

Etaient présents :

Etaient absents excusés :

Conformément à l'articledu Code d'Administration Communale, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris au sein du Conseil.

FINANCES

Garantie d'emprunt – programme de construction de 12 logements locatifs à Châlette-sur-Loing

Pour financer la construction par LOGEMLOIRET de 12 logements locatifs, LOGEMLOIRET a sollicité un emprunt bancaire et a retenu l'offre du LCL pour un montant global de 1 100 000,00 € aux conditions suivantes :

Type de prêt	Financement long terme 30 ans
Objet	Construction de 12 Logements à Châlette-sur-Loing
Montant du prêt	1 100 000 euros
Frais de dossier	1 100,00 euros
Durée	30 ans
Amortissement et Périodicité	Amortissement trimestriel échéances constantes
Taux	Taux fixe 3.30 %
Conditions supplémentaires	« L'emprunteur aura, à tout moment, la faculté de rembourser par anticipation tout ou partie du prêt, sous réserve de paiement d'une indemnité compensatoire. Celle-ci permettra d'indemniser la Banque de la perte qu'elle aura subie en réemployant le capital remboursé à des conditions différentes de celles qu'elle avait obtenues pour financer l'opération. »

Paraphe(s)

Article 1 La Commune de Châlette-sur-Loing décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% de l'ensemble de ces financements souscrits par l'emprunteur LOGEMLOIRET auprès du LCL, selon les caractéristiques énumérées ci-dessus et citées en objet de la présente délibération.

Article 2 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ces derniers et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du LCL, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée des contrats de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide

Article 4 : Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le LCL et l'emprunteur.

Paraphe(s)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20230417-DEL_2023_0410-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/04/2023



PRETS D'EQUIPEMENT AUX ENTREPRISES
TABLEAU D'AMORTISSEMENT DEFINITIF

AU 10.01.2023 Suite à CREATION DE PRET

IDENTIFICATION NATIONALE - R.I.B			
ESDC BDI ORLEANS 7 PLACE DU MARTROI 45000 ORLEANS TEL.02 38 75 64 01			
Titulaire du compte			
LOGEMLOIRET			
Domiciliation			
ESDC BDI ORLEANS (07620)			
Références bancaires nationales			
Banque	Indicatif	N° de compte	Clé
30002	07620	000466216N	36

5147/1/



G4 TF56970 0022

7620 20022

LOGEMLOIRET
6 RUE DU COMMANDANT DE POLI
45043 ORLEANS CEDEX 1

LogemLoiret

13 JAN. 2023

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous communiquer le tableau d'amortissement du prêt dont les caractéristiques sont reprises ci-dessous.

N° DU PRET	: 22939153	PERCEPTION D'INTERETS	: A TERME ECHU
INTITULE DU PRET	: PRET D'EQUIPEMENT LT + 20 ANS	TYPE DE TAUX EN COURS	: FIXE
MONTANT DU PRET	: EUR 1 100 000,00	TAUX DEBITEUR EN COURS	: 3,300000 %
DUREE TOTALE DU PRET	: 360 MOIS	TAUX EFFECTIF GLOBAL ANNUEL	: 3,308 %
DATE DE DEPART DU PRET	: 12.12.2022		
DATE DEBUT AMORTISSEMENT	: 12.12.2022		

MONTANT TOTAL DEBLOQUE : EUR 1 100 000,00

MONTANT RESTANT A DEBLOQUER : EUR 0,00

MODALITES DE REMBOURSEMENT	ECHEANCES	PERIODICITE	TAUX
AMORTISSEMENT	120	TRIMESTRIELLE	3,300000 %

ASSURANCES	FRAIS DIVERS
Pas d'assurance	FRAIS DE DOSSIER : MONTANT FIXE DE 1 100,00 EUR

Restant à votre disposition pour tout complément d'information, nous vous prions d'agréer, Madame, Mademoiselle, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

LCL

Chalette s/Loing
Gambetta

86562 - 842/2022 - 230



PEFC 10-31-1665

HSAV0120

**PRETS D'EQUIPEMENT AUX ENTREPRISES
TABLEAU D'AMORTISSEMENT DEFINITIF**

AU 10.01.2023 Suite à CREATION DE PRET

IDENTIFIANT COMPTE : 07620 466216N
N° DU PRET : 22939153

N° ECH	DATE	AMORTISSEMENT	INTERETS	ASSURANCE	FRAIS DIVERS	MONTANT ECHEANCE	CAPITAL RESTANT DU
001	12/12/2022	0,00	0,00	0,00	1 100,00	1 100,00	1 100 000,00
002	12/03/2023	5 400,74	9 075,00	0,00	0,00	14 475,74	1 094 599,26
003	12/06/2023	5 445,30	9 030,44	0,00	0,00	14 475,74	1 089 153,96
004	12/09/2023	5 490,22	8 985,52	0,00	0,00	14 475,74	1 083 663,74
005	12/12/2023	5 535,51	8 940,23	0,00	0,00	14 475,74	1 078 128,23
006	12/03/2024	5 581,18	8 894,56	0,00	0,00	14 475,74	1 072 547,05
007	12/06/2024	5 627,23	8 848,51	0,00	0,00	14 475,74	1 066 919,82
008	12/09/2024	5 673,65	8 802,09	0,00	0,00	14 475,74	1 061 246,17
009	12/12/2024	5 720,46	8 755,28	0,00	0,00	14 475,74	1 055 525,71
010	12/03/2025	5 767,65	8 708,09	0,00	0,00	14 475,74	1 049 758,06
011	12/06/2025	5 815,24	8 660,50	0,00	0,00	14 475,74	1 043 942,82
012	12/09/2025	5 863,21	8 612,53	0,00	0,00	14 475,74	1 038 079,61
013	12/12/2025	5 911,58	8 564,16	0,00	0,00	14 475,74	1 032 168,03
014	12/03/2026	5 960,35	8 515,39	0,00	0,00	14 475,74	1 026 207,68
015	12/06/2026	6 009,53	8 466,21	0,00	0,00	14 475,74	1 020 198,15
016	12/09/2026	6 059,11	8 416,63	0,00	0,00	14 475,74	1 014 139,04
017	12/12/2026	6 109,09	8 366,65	0,00	0,00	14 475,74	1 008 029,95
018	12/03/2027	6 159,49	8 316,25	0,00	0,00	14 475,74	1 001 870,46
019	12/06/2027	6 210,31	8 265,43	0,00	0,00	14 475,74	995 660,15
020	12/09/2027	6 261,54	8 214,20	0,00	0,00	14 475,74	989 398,61
021	12/12/2027	6 313,20	8 162,54	0,00	0,00	14 475,74	983 085,41
022	12/03/2028	6 365,29	8 110,45	0,00	0,00	14 475,74	976 720,12
023	12/06/2028	6 417,80	8 057,94	0,00	0,00	14 475,74	970 302,32
024	12/09/2028	6 470,75	8 004,99	0,00	0,00	14 475,74	963 831,57
025	12/12/2028	6 524,13	7 951,61	0,00	0,00	14 475,74	957 307,44
026	12/03/2029	6 577,95	7 897,79	0,00	0,00	14 475,74	950 729,49
027	12/06/2029	6 632,22	7 843,52	0,00	0,00	14 475,74	944 097,27
028	12/09/2029	6 686,94	7 788,80	0,00	0,00	14 475,74	937 410,33
029	12/12/2029	6 742,10	7 733,64	0,00	0,00	14 475,74	930 668,23
030	12/03/2030	6 797,73	7 678,01	0,00	0,00	14 475,74	923 870,50
031	12/06/2030	6 853,81	7 621,93	0,00	0,00	14 475,74	917 016,69
032	12/09/2030	6 910,35	7 565,39	0,00	0,00	14 475,74	910 106,34
033	12/12/2030	6 967,36	7 508,38	0,00	0,00	14 475,74	903 138,98
034	12/03/2031	7 024,84	7 450,90	0,00	0,00	14 475,74	896 114,14
035	12/06/2031	7 082,80	7 392,94	0,00	0,00	14 475,74	889 031,34
036	12/09/2031	7 141,23	7 334,51	0,00	0,00	14 475,74	881 890,11
037	12/12/2031	7 200,15	7 275,59	0,00	0,00	14 475,74	874 689,96
038	12/03/2032	7 259,55	7 216,19	0,00	0,00	14 475,74	867 430,41
039	12/06/2032	7 319,44	7 156,30	0,00	0,00	14 475,74	860 110,97
040	12/09/2032	7 379,82	7 095,92	0,00	0,00	14 475,74	852 731,15
041	12/12/2032	7 440,71	7 035,03	0,00	0,00	14 475,74	845 290,44
042	12/03/2033	7 502,09	6 973,65	0,00	0,00	14 475,74	837 788,35
043	12/06/2033	7 563,99	6 911,75	0,00	0,00	14 475,74	830 224,36
044	12/09/2033	7 626,39	6 849,35	0,00	0,00	14 475,74	822 597,97
045	12/12/2033	7 689,31	6 786,43	0,00	0,00	14 475,74	814 908,66
046	12/03/2034	7 752,74	6 723,00	0,00	0,00	14 475,74	807 155,92
047	12/06/2034	7 816,70	6 659,04	0,00	0,00	14 475,74	799 339,22
048	12/09/2034	7 881,19	6 594,55	0,00	0,00	14 475,74	791 458,03
	A reporter	308 541,97	371 817,81	0,00	1 100,00		



PRETS D'EQUIPEMENT AUX ENTREPRISES
TABLEAU D'AMORTISSEMENT DEFINITIF

AU 10.01.2023 Suite à CREATION DE PRET

IDENTIFIANT COMPTE : 07620 466216N

N° DU PRET : 22939153

N° ECH	DATE	AMORTISSEMENT	INTERETS	ASSURANCE	FRAIS DIVERS	MONTANT ECHEANCE	CAPITAL RESTANT DU
	Report	308 541,97	371 817,81	0,00	1 100,00		
049	12/12/2034	7 946,21	6 529,53	0,00	0,00	14 475,74	783 511,82
050	12/03/2035	8 011,77	6 463,97	0,00	0,00	14 475,74	775 500,05
051	12/06/2035	8 077,86	6 397,88	0,00	0,00	14 475,74	767 422,19
052	12/09/2035	8 144,51	6 331,23	0,00	0,00	14 475,74	759 277,68
053	12/12/2035	8 211,70	6 264,04	0,00	0,00	14 475,74	751 065,98
054	12/03/2036	8 279,45	6 196,29	0,00	0,00	14 475,74	742 786,53
055	12/06/2036	8 347,75	6 127,99	0,00	0,00	14 475,74	734 438,78
056	12/09/2036	8 416,62	6 059,12	0,00	0,00	14 475,74	726 022,16
057	12/12/2036	8 486,06	5 989,68	0,00	0,00	14 475,74	717 536,10
058	12/03/2037	8 556,07	5 919,67	0,00	0,00	14 475,74	708 980,03
059	12/06/2037	8 626,65	5 849,09	0,00	0,00	14 475,74	700 353,38
060	12/09/2037	8 697,82	5 777,92	0,00	0,00	14 475,74	691 655,56
061	12/12/2037	8 769,58	5 706,16	0,00	0,00	14 475,74	682 885,98
062	12/03/2038	8 841,93	5 633,81	0,00	0,00	14 475,74	674 044,05
063	12/06/2038	8 914,88	5 560,86	0,00	0,00	14 475,74	665 129,17
064	12/09/2038	8 988,42	5 487,32	0,00	0,00	14 475,74	656 140,75
065	12/12/2038	9 062,58	5 413,16	0,00	0,00	14 475,74	647 078,17
066	12/03/2039	9 137,35	5 338,39	0,00	0,00	14 475,74	637 940,82
067	12/06/2039	9 212,73	5 263,01	0,00	0,00	14 475,74	628 728,09
068	12/09/2039	9 288,73	5 187,01	0,00	0,00	14 475,74	619 439,36
069	12/12/2039	9 365,37	5 110,37	0,00	0,00	14 475,74	610 073,99
070	12/03/2040	9 442,63	5 033,11	0,00	0,00	14 475,74	600 631,36
071	12/06/2040	9 520,53	4 955,21	0,00	0,00	14 475,74	591 110,83
072	12/09/2040	9 599,08	4 876,66	0,00	0,00	14 475,74	581 511,75
073	12/12/2040	9 678,27	4 797,47	0,00	0,00	14 475,74	571 833,48
074	12/03/2041	9 758,11	4 717,63	0,00	0,00	14 475,74	562 075,37
075	12/06/2041	9 838,62	4 637,12	0,00	0,00	14 475,74	552 236,75
076	12/09/2041	9 919,79	4 555,95	0,00	0,00	14 475,74	542 316,96
077	12/12/2041	10 001,63	4 474,11	0,00	0,00	14 475,74	532 315,33
078	12/03/2042	10 084,14	4 391,60	0,00	0,00	14 475,74	522 231,19
079	12/06/2042	10 167,33	4 308,41	0,00	0,00	14 475,74	512 063,86
080	12/09/2042	10 251,21	4 224,53	0,00	0,00	14 475,74	501 812,65
081	12/12/2042	10 335,79	4 139,95	0,00	0,00	14 475,74	491 476,86
082	12/03/2043	10 421,06	4 054,68	0,00	0,00	14 475,74	481 055,80
083	12/06/2043	10 507,03	3 968,71	0,00	0,00	14 475,74	470 548,77
084	12/09/2043	10 593,71	3 882,03	0,00	0,00	14 475,74	459 955,06
085	12/12/2043	10 681,11	3 794,63	0,00	0,00	14 475,74	449 273,95
086	12/03/2044	10 769,23	3 706,51	0,00	0,00	14 475,74	438 504,72
087	12/06/2044	10 858,08	3 617,66	0,00	0,00	14 475,74	427 646,64
088	12/09/2044	10 947,66	3 528,08	0,00	0,00	14 475,74	416 698,98
089	12/12/2044	11 037,97	3 437,77	0,00	0,00	14 475,74	405 661,01
090	12/03/2045	11 129,04	3 346,70	0,00	0,00	14 475,74	394 531,97
091	12/06/2045	11 220,85	3 254,89	0,00	0,00	14 475,74	383 311,12
092	12/09/2045	11 313,42	3 162,32	0,00	0,00	14 475,74	371 997,70
093	12/12/2045	11 406,76	3 068,98	0,00	0,00	14 475,74	360 590,94
094	12/03/2046	11 500,86	2 974,88	0,00	0,00	14 475,74	349 090,08
095	12/06/2046	11 595,75	2 879,99	0,00	0,00	14 475,74	337 494,33
096	12/09/2046	11 691,41	2 784,33	0,00	0,00	14 475,74	325 802,92
	A reporter	774 197,08	600 998,22	0,00	1 100,00		

85562 - S42/2022 - 230



PEFC 10-31-1665

**PRETS D'EQUIPEMENT AUX ENTREPRISES
TABLEAU D'AMORTISSEMENT DEFINITIF**

AU 10.01.2023 Suite à CREATION DE PRET

IDENTIFIANT COMPTE : 07620 466216N
N° DU PRET : 22939153

N° ECH	DATE	AMORTISSEMENT	INTERETS	ASSURANCE	FRAIS DIVERS	MONTANT ECHEANCE	CAPITAL RESTANT DU
	Report	774 197,08	600 998,22	0,00	1 100,00		
097	12/12/2046	11 787,87	2 687,87	0,00	0,00	14 475,74	314 015,05
098	12/03/2047	11 885,12	2 590,62	0,00	0,00	14 475,74	302 129,93
099	12/06/2047	11 983,17	2 492,57	0,00	0,00	14 475,74	290 146,76
100	12/09/2047	12 082,03	2 393,71	0,00	0,00	14 475,74	278 064,73
101	12/12/2047	12 181,71	2 294,03	0,00	0,00	14 475,74	265 883,02
102	12/03/2048	12 282,21	2 193,53	0,00	0,00	14 475,74	253 600,81
103	12/06/2048	12 383,53	2 092,21	0,00	0,00	14 475,74	241 217,28
104	12/09/2048	12 485,70	1 990,04	0,00	0,00	14 475,74	228 731,58
105	12/12/2048	12 588,70	1 887,04	0,00	0,00	14 475,74	216 142,88
106	12/03/2049	12 692,56	1 783,18	0,00	0,00	14 475,74	203 450,32
107	12/06/2049	12 797,27	1 678,47	0,00	0,00	14 475,74	190 653,05
108	12/09/2049	12 902,85	1 572,89	0,00	0,00	14 475,74	177 750,20
109	12/12/2049	13 009,30	1 466,44	0,00	0,00	14 475,74	164 740,90
110	12/03/2050	13 116,63	1 359,11	0,00	0,00	14 475,74	151 624,27
111	12/06/2050	13 224,84	1 250,90	0,00	0,00	14 475,74	138 399,43
112	12/09/2050	13 333,94	1 141,80	0,00	0,00	14 475,74	125 065,49
113	12/12/2050	13 443,95	1 031,79	0,00	0,00	14 475,74	111 621,54
114	12/03/2051	13 554,86	920,88	0,00	0,00	14 475,74	98 066,68
115	12/06/2051	13 666,69	809,05	0,00	0,00	14 475,74	84 399,99
116	12/09/2051	13 779,44	696,30	0,00	0,00	14 475,74	70 620,55
117	12/12/2051	13 893,12	582,62	0,00	0,00	14 475,74	56 727,43
118	12/03/2052	14 007,74	468,00	0,00	0,00	14 475,74	42 719,69
119	12/06/2052	14 123,30	352,44	0,00	0,00	14 475,74	28 596,39
120	12/09/2052	14 239,82	235,92	0,00	0,00	14 475,74	14 356,57
121	12/12/2052	14 356,57	118,44	0,00	0,00	14 475,01	0,00
	TOTAL	1 100 000,00	637 088,07	0,00	1 100,00		